



EUROPE | CHRONIQUE

PAR CÉCILE DUCOURTIEUX

Le coupable soutien à Orban

La géographie politique des satisfecit, après l'écrasante victoire aux législatives, dimanche 8 avril, du souverainiste Viktor Orban, qui s'est assuré un troisième mandat à la tête du gouvernement hongrois, souligne à quel point le jeu auquel joue le Parti populaire européen (PPE) avec cet encombrant membre est dangereux.

Manfred Weber, le chef de file au Parlement de Strasbourg de la puissante confédération des droites modérées de l'Union, a certes félicité le Hongrois dont la formation, le Fidesz, est affiliée au PPE depuis 2004. Mais ce sont les extrêmes droites qui se sont le plus bruyamment manifestées. « Grande et nette victoire d'Orban en Hongrie », a tweeté, dès dimanche soir, Marine Le Pen.

Mêmes types de salutations de la part de l'islamophobe néerlandais Geert Wilders, ou de la députée allemande Beatrix von Storch, représentante de l'aile dure de l'AfD. « C'est un mauvais jour pour l'Union européenne, mais un bon pour l'Europe », a posté l'ex-eurodéputée.

Comment le PPE, une formation revendiquant encore sur son site Web son positionnement de « centre droit », peut-elle tolérer un leader devenu un véritable modèle des extrêmes droites européennes ? Un dirigeant, chantre de l'illibéralisme, qui, depuis son retour au pouvoir en 2010, soumet les médias publics à un contrôle éditorial étroit ?

Pourquoi la famille politique d'Angela Merkel, du chrétien-social Jean-Claude Juncker ou du très pondéré Michel Barnier, supporte-t-elle qu'Orban tienne des discours xénophobes et développe des thèses complotistes de plus en plus délirantes, accusant « les technocrates de Bruxelles » et le financier d'origine hongroise George Soros de fomenter un plan pour submerger la Hongrie de migrants musulmans ?

« Nous avons affaire à un adversaire qui est différent de nous. Il n'agit pas ouvertement, mais caché, il n'est pas droit, mais tortueux, il n'est pas honnête, mais sournois, il n'est pas national, mais international, il ne croit pas dans le travail, mais spéculé avec l'argent », déclarait le premier ministre hongrois, le 15 mars, à propos de « l'oncle George » Soros, dans un discours aux relents antisémites qui n'a même pas provoqué un froncement

de sourcil public au PPE.

Au contraire : « Tous mes vœux au Fidesz et au KDNP [un parti allié] pour les prochaines élections législatives en Hongrie », postait quelques jours plus tard Joseph Daul, son président, réputé pour avoir l'oreille de la chancelière Merkel. Pendant des années, l'argument massue des dirigeants du PPE a été qu'il valait mieux garder Orban dans la famille plutôt que de l'exclure, car c'était la meilleure manière de contenir ses dérives. Quelques coups de fil de Bruxelles à Budapest, des échanges virils dans le huis clos des sommets du PPE, et l'enfant terrible du parti était censé rentrer dans le rang.

Cela n'a pas empêché Orban de multiplier les provocations. Au printemps 2015, il menaçait de

ges à Bruxelles. Le PPE contrôle la présidence du Conseil, celle de la commission et du Parlement de Strasbourg : un soutien crucial pour la Hongrie, qui dépend encore largement des fonds structurels européens.

Calcul cynique

« Le PPE a apporté un soutien absolument essentiel à Orban, déplorait Laszlo Andor, ex-commissaire hongrois socialiste, dans le *Guardian*. La CSU allemande [alliée bavaroise de la CDU] a joué un rôle-clé en minimisant son comportement autocratique et en ne le critiquant qu'au moment où il est allé jusqu'aux extrêmes en discutant la nécessité de réintroduire la peine de mort. »

La vérité, c'est qu'Orban sert aussi les intérêts des dirigeants du PPE, qui, sans l'assumer publiquement, semblent avoir opté pour une récupération des thèmes de l'extrême droite, afin de mieux capter son électorat. La tendance ne devrait pas se démentir à l'approche des européennes de mai 2019. Le calcul est cynique : il risque de conduire à une « orbanisation » des esprits européens. Elle est déjà en marche à Bruxelles, où, depuis le pic de la crise migratoire, en 2015, l'obsession du premier ministre hongrois de bunkériser l'Europe a été reprise comme une priorité.

Le calcul est également périlleux, car, en protégeant Orban, le PPE affaiblit Bruxelles dans ses efforts pour faire respecter l'Etat de droit dans l'UE. Si le premier ministre hongrois n'avait pas été un membre de la « famille », la Commission aurait recommandé contre la Hongrie le déclenchement de l'article 7 des traités (pouvant conduire à la perte des droits de vote d'un pays), estime M. Andor dans le *Guardian*.

Le fait que l'institution réclame l'activation de cette procédure radicale dans le cas du PIS, au pouvoir à Varsovie et accusé de vouloir limiter l'indépendance de la justice polonaise, n'est pas étranger à l'affiliation de ce parti à l'ECR, une formation paneuropéenne dominée par les conservateurs britanniques, en perte d'influence à cause du Brexit. Comment la Commission, gardienne ultime des traités, peut-elle rester crédible si elle est en partie mue par des intérêts partisans ? ■

ducourtieux@lemonde.fr

**LES DIRIGEANTS
DU PPE SEMBLENT
AVOIR OPTÉ POUR
UNE RÉCUPÉRATION
DES THÈMES
DE L'EXTRÊME DROITE
DANS SON IMMENSE
MAJORITÉ, LE PPE
CONTINUE DE COUVRIR
VIKTOR ORBAN,
SON « MOUTON NOIR »**

tablir la peine de mort en Hongrie. En 2016, il organise un référendum contre le plan de répartition européen des réfugiés dans l'Union. En 2017, il propose un projet de loi pour entraver l'activité des ONG bénéficiant de fonds étrangers.

La stratégie de l'endiguement n'a manifestement pas fonctionné. Mais seules quelques voix s'élevaient pour en tirer les conséquences : l'ex-commissaire luxembourgeoise Viviane Reding ou son compatriote l'eurodéputé Frank Engel. Dans son immense majorité, le PPE continue de couvrir son « mouton noir », comme certains qualifient Orban en interne.

Il faut dire que le Hongrois est habile. Il a jusqu'à présent su s'armer avant de s'alléner son précieux parrainage européen, faisant profil bas lors de ses passa-